

La citoyenneté en Europe par temps de crise

L'Union européenne a proclamé 2013 « Année européenne des citoyens ». Une occasion de réfléchir à la citoyenneté active en Europe, et à ce qu'elle peut représenter dans le contexte de crise économique et financière.

Jan Robert SUESSER, membre du Comité central de la LDH, vice-président du Forum civique européen

Au-delà du haussement d'épaule que suscitera, auprès de beaucoup, la décision d'une « Année européenne des citoyens », on peut s'interroger sur les conditions d'émergence d'une citoyenneté européenne active, articulée avec la citoyenneté qui s'exerce aux niveaux national et infranational, une citoyenneté qui soit porteuse de progrès pour tous les résidents du continent, une citoyenneté qui soit considérée comme légitime par le plus grand nombre.

La citoyenneté européenne n'est pas définie là comme un sentiment d'appartenance qui serait plus ou moins fort ou diffus. Citoyenneté signifie engagement vis-à-vis des enjeux qui se traitent à ce niveau. Cela va donc d'une participation au vote pour le Parlement européen, jusqu'à agir pour peser dans les processus de décision et de construction européenne.

Force est de constater que jusqu'à présent, seule une petite minorité porte une citoyenneté européenne, les expressions de citoyenneté dans le cadre national et infranational étant hégémoniques en la matière. On constate donc une dissymétrie entre les responsabilités majeures pour la décision publique du cadre européen, et l'exercice limité d'une citoyenneté à ce même niveau.

Fruit d'une histoire longue en

Europe, la citoyenneté dont nous nous réclamons s'appuie sur trois moteurs qui lui sont indispensables : la dimension démocratique (la façon dont chacun peut être écouté et est entendu), la dimension économique (l'accès à l'emploi, et plus largement à un revenu) et la dimension sociale (les politiques publiques permettant l'accès effectif aux droits fondamentaux dont l'éducation, la santé, les sécurités). Que l'une de ces dimensions s'affaiblisse ou manque, et c'est le principe même d'une société reposant sur des individus-citoyens qui est en danger.

Démocratie, économie et solidarité

Aujourd'hui, il est courant de renvoyer la crise de la citoyenneté à une responsabilité des citoyens eux-mêmes : la montée de l'individualisme marquerait une préférence pour le « soi » plutôt que pour le « nous » ; cela se traduirait par un faible intérêt pour la chose publique. Le recul des comportements citoyens relèverait d'un libre choix, d'une évolution des préférences dans nos sociétés.

Or, la simple observation de la diversité des situations dans les pays d'Europe montre à tout le moins que l'exercice de la citoyenneté active est d'autant plus fort que deux processus liés sont à l'œuvre : d'une part, un fonction-

*La façon dont
aujourd'hui
les institutions
européennes
répondent
à la crise
constitue
l'élément essentiel
à l'aune duquel
les Européens
évaluent
la réalité de la
considération
qu'ils reçoivent
en tant
que citoyens.*

nement et un comportement des institutions publiques qui traitent les individus en citoyens, c'est-à-dire qui cherchent à répondre aux problèmes vécus, avec un objectif d'inclusion de tous et de chacun ; d'autre part, la participation des personnes à la vie collective, dont une traduction importante est l'implication dans les processus de décisions publiques. L'existence de ces deux processus donne une forte légitimité à ces dernières. Ainsi, que ce soit au niveau national ou local, un cercle vertueux est enclenché par l'existence de ces deux processus, que lie un sens de causalité : la crise de la citoyenneté s'accroît avec le sentiment de ne pas trouver, dans les décisions publiques, l'attention aux problèmes vécus. Ajoutons comme une incidente que la citoyenneté dans l'entreprise répond aux mêmes conditions, favorisée par un management respectueux des salariés.

Partant de là, une question s'impose : est-il possible de limiter les réflexions pour l'émergence d'une citoyenneté européenne au seul fonctionnement des institutions ? Si, à ce stade, l'Union européenne reste un « objet unique » qui permet de penser des approches idéologiques additionnelles, pouvoir s'appuyer sur le contenu même des politiques européennes nous appa-

raît central pour l'émergence d'une citoyenneté recueillant l'adhésion durable du plus grand nombre.

Pour l'essentiel, la citoyenneté se vit dans le temps long de l'Histoire et s'exerce dans des situations qualifiées généralement d'ordinaires. Avant de revenir à cette citoyenneté active au quotidien, évoquons des moments marquants de l'histoire des dernières décennies en Europe – exceptionnels dans chacun des pays –, et la réalité de leur inscription dans la construction durable d'une citoyenneté active et massive.

Citoyenneté active et Histoire

La chute de la dictature salazariste en 1974 au Portugal a donné lieu à un mouvement social et citoyen intense, lequel a duré plusieurs années et a profondément marqué toute une génération qui s'y est engagée, structurant pour longtemps les consciences collectives. La grève générale d'août 1980 en Pologne et le mouvement qui s'en est suivi jusqu'au coup d'Etat de décembre 1981 ont directement impliqué des millions de personnes. Dans ce pays, constat a pu être fait que les valeurs sociales et solidaires alors défendues, sans être totalement absentes, n'ont pas été celles dominantes de la période de la chute du régime au tournant des années 1988-1989, comme dans les années suivantes. Il s'agit là d'un cas de discontinuité en matière de citoyenneté active, entre deux moments historiques pourtant liés. Quant au Mai 68 français et au « Mai rampant » italien, ils ont marqué sur le long terme la citoyenneté active dans les deux sociétés, citoyenneté inscrite dans la longue durée tout en évoluant continuellement, tant en termes de contenus que de méthodes d'action.

Ces quatre exemples pris en Europe, parmi des dizaines d'événements contemporains marquants, indiquent la diver-

On constate à quel point le refus de traiter la dimension sociale de la crise économique et monétaire dans le cadre européen amène à des replis au niveau national, et même, de façon croissante, au niveau infranational.

© EC ALAIN SCHROEDER



sité des conséquences possibles, en termes de citoyenneté active, d'un moment de mobilisation intense et porteuse de valeurs universelles. Si de tels événements peuvent être un point d'appui pour une citoyenneté active durable, ils n'en sont ni la condition nécessaire, ni la garantie de long terme.

La citoyenneté se nourrit de concret !

Pour appuyer une citoyenneté active, massive et durable, il faut que la légitimité des institutions soit assurée par le jugement porté, sur la durée, quant à leurs contributions à la construction d'une société inclusive. Ceci est vrai tant pour les institutions locales et nationales, qu'européennes et globales. C'est à cela que chacun et chacune juge de l'intérêt de son investissement dans les affaires de la Cité.

Dans quelle situation sommes-nous, à cet égard ? En économie de marché, sur un territoire où sont mises en œuvre des

régulations unifiées (présentement l'Union européenne), les richesses produites tendent en permanence à être géographiquement concentrées dans les zones offrant les meilleures conditions de création de valeur. Ce sont alors les politiques publiques de redistribution et le fonctionnement démocratique des institutions qui construisent une société inclusive dans cet espace économique unifié, contribuant ainsi à la citoyenneté. La façon dont, aujourd'hui, les institutions européennes répondent à la crise constitue l'élément essentiel à l'aune duquel les Européens évaluent la réalité de la considération qu'ils reçoivent en tant que citoyens.

Contrairement aux espaces nationaux construits aux XIX^e et XX^e siècles, en Europe, selon un modèle qui, en réponse aux luttes sociales, a fini par intégrer l'économique, le social et le démocratique, dans l'Union européenne, les dimensions sociale et démocratique ne sont pas régies dans



L'absence de dimension européenne de la citoyenneté, dans le contexte d'un espace économique unifié, mine la possibilité d'un avenir partagé et solidaire dans tous les sous-espaces de l'espace européen.

le même espace que la dimension économique. Les politiques publiques de redistribution et les débats publics sont renvoyés à l'espace national, et donc aux seuls moyens disponibles dans chaque pays.

Les espaces liés de toute citoyenneté

Alors que naturellement les décisions de nature économique prises par les institutions européennes sont sources de problèmes pour des catégories de populations, ce sont les institutions nationales et locales qui sont en charge des mesures rectificatives d'accompagnement. Les pays les plus riches les mettent en place avec leurs moyens, et les pays les plus pauvres les subissent avec les leurs, tout cela sous la pression des marchés financiers. Est-il possible, dans un tel cadre, d'assister à l'émergence d'une citoyenneté européenne? Des mesures d'amélioration du fonctionnement démocratique des institutions européennes peuvent-

elles les relégitimer, et ainsi contribuer à l'exercice d'une citoyenneté active? Peut-on ignorer le pilier social de la citoyenneté, qui n'est pour l'heure quasiment jamais mentionné, ni traité au niveau européen?

Répondre à ces questions est d'autant plus crucial que l'on constate à quel point le refus de traiter la dimension sociale de la crise économique et monétaire dans le cadre européen amène à des replis au niveau national, et même de façon croissante au niveau infranational, les territoires se vivant plus riches ne voulant plus « partager » avec les territoires moins fortunés. Le traitement exclusivement national des questions sociales comporte alors la tentation de réponse nationaliste, elle-même minée par la tentation xénophobe.

La discordance entre l'espace économique, d'un côté, social et démocratique, de l'autre, est une grave impasse pour une citoyenneté qui a besoin d'une dimension européenne. Si certains pensent pouvoir s'en désintéresser au motif qu'ils rejettent la construction européenne, force est de constater que ce découplage a aussi des effets délétères aux autres niveaux, national et infranational. En effet, l'absence de cette dimension européenne de la citoyenneté, dans le contexte d'un espace économique unifié, mine la possibilité d'un avenir partagé et solidaire dans tous les sous-espaces de l'espace européen. En France, la LDH a affirmé avec force l'enjeu de la

L'Alliance 2013 pour l'Année européenne des citoyens

Face à une conception restrictive de l'Année européenne des citoyens que prônait initialement la Commission européenne, la limitant à la mise en avant des droits individuels, c'est à l'initiative du Forum civique européen, où la LDH est très investie, qu'une cinquantaine de grands réseaux associatifs européens ont adopté un Manifeste donnant une toute autre ambition pour la citoyenneté que nous voulons ⁽¹⁾.

Sur cette base, dans les vingt-huit Etats membres de l'Union européenne, des alliances nationales se mettent en place. Elles déclineront dans chaque pays les objectifs permettant de renforcer l'exercice de la citoyenneté active, en lien avec les débats européens actuels.

Des groupes de travail, rassemblant des réseaux européens et des associations de terrain, vont contribuer à formuler des propositions concrètes dans trois domaines :

- le dialogue civil (groupe co-animé par le Mouvement européen international et l'Association des agences de la démocratie locale - Alda);
- la citoyenneté sociale, économique et politique (groupe co-animé par la Plateforme sociale et ATD Quart monde);
- la citoyenneté inclusive (groupe co-animé par l'AEDH ⁽²⁾ et le Forum européen des personnes handicapées).

L'objectif est de présenter des demandes concrètes aux institutions européennes (Commission, Parlement, Conseil) et nationales, revendications qui s'inscriront dans une « feuille de route » pour une citoyenneté active, massive, durable.

(1) http://www.civic-forum.fr/site/images/stories/pdf/eyca2013_manifeste_fr.pdf.

(2) Association européenne pour la défense des droits de l'Homme.

période présente, en proposant tout au long des dernières années un pacte citoyen en réponse aux dérives libérales. La réponse à la crise économique et financière en Europe implique que la résultante des politiques publiques, du niveau européen au niveau local en passant par le national, assure l'accès effectif aux droits fondamentaux pour tous les résidents en Europe. Cela apparaît dorénavant la base pour l'exercice d'une pleine citoyenneté. A discuter! ●